

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
9 janvier 1976
No 404

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

**ITALIE : La bourgeoisie
de plus en plus divisée face à la crise**

LA PLUS GRAVE CRISE MINISTERIELLE DE L'APRES-GUERRE

Editorial

LE BARATIN NE COUTE PAS CHER...

Il en a du culot ce Marchais qui se dit communiste ! Récidivant hier soir sur la deuxième chaîne de télévision il a entamé son fameux couplet sur les «libertés». «Les Soviétiques, a-t-il déclaré, ont la possibilité, en raison des succès très importants qu'ils ont enregistré en de nombreux domaines, de développer la démocratie socialiste dans leur pays.»

Curieux raisonnement où la «démocratie socialiste» serait liée au développement des progrès techniques, et où l'existence de camps de concentration ne serait que des bavures !

Bavures les milliers d'opposants internés dans les hôpitaux psychiatriques, bavures l'emploi de la police militaire, des tanks et des blindés pour réprimer des grèves, des manifestations et des révoltes populaires déclenchées à Tbilissi, Chimkent, Karkov, Dniepropetrovsk, Kaunas, Tallinn, Minsk, Leningrad, Novosibirsk, et ailleurs.

Pendant des années les dirigeants du PCF ont ignoré «pudiquement la répression fasciste» qui s'est abattue sur les masses populaires en URSS depuis qu'une nouvelle bourgeoisie bureaucratique y a restauré le capitalisme. Aujourd'hui qu'il est clair pour des millions de gens que l'URSS n'est plus un pays socialiste, les Marchais, Leroy, Kanapa et Cie viennent nous parler d'«insuffisances» dans la démocratie socialiste.

Ils sont de ces dirigeants bourgeois collaborateurs des nazis pendant la guerre qui sont venus dire après «on ne savait pas». En réalité ils savaient et la clique révisionniste de Marchais elle aussi sait, et sait peut-être même plus que beaucoup d'organes de presse sur les politiques courantes en URSS pour réprimer l'opposition. Mais voilà, si aujourd'hui Georges Marchais, la bouche en cœur vient parler d'insuffisance à la télévision, ce n'est pas parce qu'il se fait du souci pour les peuples d'URSS mais parce que la répression, les camps de concentration, ça fait mauvais effet quand on veut à tout prix prendre le pouvoir.

Jamais, dans l'histoire des politiciens bourgeois, on n'a vu un candidat au pouvoir se faire le champion des prisons et de la torture.

La classe ouvrière, les masses populaires, quant à elles jugent sur les actes non sur les paroles. Or chacun dans notre pays se souvient que le parti de Georges Marchais s'est fréquemment fait le champion de l'ordre bourgeois. Qui a dénoncé les «provocateurs gauchistes» en 1968 ? Qui a réclamé à cor et à cris la loi anticasseurs ? Qui a craché sur le cadavre de l'ouvrier révolutionnaire Pierre Overney ? Qui réclame l'augmentation des commissariats et des effectifs de police ? Marchais, Marchais et encore Marchais !

(Suite page 3)

La profonde crise économique, politique et morale qui secoue l'Italie en permanence vient de déboucher sur une nouvelle et grave crise ministérielle, à l'initiative du Parti socialiste italien. Celui-ci vient en effet de faire connaître sa décision de se retirer de la majorité parlementaire (socialistes, démocrates chrétiens, républicains et sociaux-démocrates) qui accordait son soutien au gouvernement présidé par Alolo Moro,

contraignant celui-ci à démissionner. Le PSI demande à faire désormais partie du gouvernement pour mieux en surveiller la politique économique. Mais aussi, chose infiniment plus grave, il avance l'exigence que la nouvelle équipe gouvernementale puisse être mise en selle avec «l'appui, négocié ou pas, des communistes», c'est-à-dire des forces pro-soviétiques du pays.

(Suite page 2)

Sahara occidental :

**40 000 Saharais
ont dû fuir
leurs habitations**

Quelque 40 000 Saharais ont fui leurs habitations, 20 000 ont rejoint l'Algérie, alors que 20 000 sont concentrés à sa frontière, vient d'annoncer un communiqué de la Croix rouge.

Selon ce communiqué, les conditions de vie de ces réfugiés dont 60 % sont des enfants, sont «tragiques pour ceux restés au Sahara occidental». Un appel a été lancé aux gouvernements

pour qu'ils apportent une aide alimentaire et médicale aux réfugiés.

Le gouvernement impérialiste français qui a prétendu protester mercredi contre les interventions étrangères en Angola, soutient en argent et matériel les agresseurs marocains. Il reçoit en ce moment à Paris un membre du gouvernement marocain pour coordonner l'activité antisaharaoise et antialgérienne.

CORBEIL :
**LES OUVRIERS
DU LIVRE
BOYCOTTENT
UN MEETING
DE LA CGT**

page 3

**ANGOLA : des
navires de guerre
soviétiques au
large des côtes
africaines**

Les services de renseignements américains surveillent étroitement les mouvements d'un contre-torpilleur soviétique équipé de missiles télé-guidés opérant depuis quelques temps au large des côtes guinéennes, vient-on d'apprendre. Un autre bâtiment amphibie de débarquement stationne depuis plusieurs jours à quelque 500 km au nord des côtes angolaises. La flotte de guerre soviétique se livre ainsi à une grossière provocation en vue d'intimider les représentants des pays africains réunis à Adis-Abeba pour le sommet de l'OUA consacré à la question angolaise qui s'ouvre aujourd'hui jeudi.

Les ingérences étrangères dans le conflit, encouragées par l'URSS ont été confirmées récemment par la capture de prisonniers sud-africains par les troupes du MPLA, d'une part, de prisonniers cubains par les troupes de l'UNITA, d'autre part. L'un des prisonniers cubains, présenté à la presse, a affirmé : «Avant de partir pour l'Angola, nous ne savions pas ce qu'était le MPLA. Le MPLA et l'UNITA luttent pour la même cause : la cause populaire», pendant qu'un autre déclarait : «Dites aux gens de chez nous de laisser tomber l'Angola car nous ne savons pas pourquoi nous combattons.»

PCF ET DICTATURE DU PROLETARIAT

**LA PREPARATION
DU XXIIe
CONGRES
DU PCF**

Le PCF a ouvert une tribune dans sa presse pour la préparation de son XXII^e Congrès. Pourtant chacun sait que voilà bien longtemps qu'un véritable centralisme démocratique n'existe plus au sein du PCF. Alors la démocratie serait restaurée ? Qu'on ne s'y trompe pas. Les positions contradictoires exprimées par des militants de base ne passent que dans la mesure où elle servent le point de vue de tel ou tel clan de la clique dirigeante du PCF.

A titre d'exemple nous commentons aujourd'hui deux nouvelles lettres contradictoires avec celles commentées dans notre numéro 402.

LA PUBLICATION DU «RAPPORT TINDEMANS» :

L'Europe doit parler d'une seule voix

Chargé par le sommet européen de Paris, réuni en décembre 1974, d'établir un rapport sur la possibilité de transformer le Marché commun, en 1980, en une «Union européenne» plus étroite et plus solide, le Premier ministre belge Léo Tindemans, personnalité politique de l'Europe de l'Ouest bien connue pour son orientation résolument «pro-européenne» vient de rendre publiques ses conclusions. Il y propose essentiellement un renforcement de l'union politique et militaire et des institutions appelées à les gérer.

Ce rapport de 80 pages comprend quatre chapitres : politique étrangère, économique et sociale, l'Europe des citoyens et les institutions.

En matière de politique étrangère notamment, il recommande une orientation commune impliquant le ralliement de la minorité aux décisions de la majorité des 9 États membres de la CEE. Ce qui serait une pratique tout à fait nouvelle en matière européenne.

Plusieurs axes prioritaires sont proposés en ce domaine : les relations avec le tiers monde en vue de l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial, la solidarité en cas de crise, le resserrement des liens entre pays européens et méditerranéens et une redéfinition des rapports avec les USA. Sur le plan militaire, il insiste sur la nécessité, à terme, de «communautariser la sécurité». La politique étrangère visant à défendre les intérêts européens doit aussi mettre «la force collective des Européens au service de la justice et du droit».

L'accent est mis fortement sur la nécessité de faire «passer l'intérêt majeur d'une action commune par-dessus nos divergences d'appréciation ou d'intérêt». Le Premier ministre belge suggère notamment une coopération dans le domaine de la production des armements et la création, à cette fin, d'une agence européenne d'armements.

L'ensemble de ce rapport sera au centre des débats du prochain conseil européen qui se réunira en mars à Luxembourg. Il trace les grandes lignes de la construction de l'Europe de demain que l'aggravation de la situation internationale et particulièrement les menaces politiques et militaires du social-impérialisme russe rendent d'une urgente actualité.

ETHIOPIE : CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE DES PEUPLES NOIRS

L'Éthiopie vient de célébrer avec éclat le 5^e anniversaire de la journée des peuples noirs, approuvée par l'Organisation de l'unité africaine. Cette fête, qui tombe le premier dimanche de chaque année, est aussi célébrée dans d'autres pays africains et diverses parties du monde. Elle a pour but de rendre compte des succès remportés par les peuples noirs contre le racisme, le colonialisme et l'impérialisme et de promouvoir leur solidarité militante au plan mondial.

Dans toute l'Éthiopie la fête a été l'occasion de programmes culturels et de conférences, particulièrement dans les écoles où les enfants ont étudié l'histoire et les succès des peuples noirs.



ITALIE suite de la page 1

La crise ministérielle la plus grave de l'après-guerre

En fait, derrière la crise du capitalisme italien, se profile l'ombre menaçante des deux superpuissances. Les USA multiplient leurs actions en coulisse. Le «New-York Times» vient de révéler que la CIA a distribué secrètement, depuis le 8 décembre dernier, pas moins de 6 milliards de dollars à des dirigeants politiques pour influencer le résultat des prochaines élections. Les USA sont, en effet, très inquiets de la spectaculaire offensive du parti révisionniste italien, le parti prosoviétique le plus développé et le plus influent d'Europe de l'Ouest. Sous des dehors frondeurs et «libéraux», celui-ci n'en fait pas moins, au fond,

le jeu de Moscou en aspirant à gérer le capitalisme italien, fut-ce au prix d'un «compromis historique» dans lequel il se taillerait, à terme, la part du lion. Face à l'ampleur de sa crise, une fraction croissante des monopoles italiens commence à envisager avec faveur cette solution.

C'est pourquoi le PCI a entrepris une véritable marche forcée vers le pouvoir, conquérant de nombreuses maires, renforçant massivement son influence aux élections régionales et au Parlement. S'il fait actuellement la fine bouche devant les avances du PSI, c'est parce qu'il entend bien arriver au pouvoir en position de force et que l'am-

pleur de la crise ministérielle que les commentateurs prédisent déjà comme la plus longue et la plus grave d'après-guerre, laisse prévoir des élections anticipées qui pourraient le placer en meilleure position encore.

C'est là une nouvelle marge de manœuvre offerte à l'offensive politique du social-impérialisme dans ce pays qui présente pour l'URSS, par son développement économique, sa situation au sein de la CEE, sa position géographique, un intérêt bien supérieur encore à celui du Portugal. Les événements politiques qui s'y dérouleront les jours prochains sont donc à suivre avec une extrême attention.

UN TRES IMPORTANT COMMENTAIRE DE L'AGENCE CHINE NOUVELLE :

"Le social-impérialisme constitue le plus dangereux foyer de guerre"

«Les Cahiers de la Chine nouvelle» du 6 janvier 1976 reproduisent sous ce titre un très important commentaire de la situation internationale actuelle. Il y est dit notamment :

«La rivalité pour l'hégémonie mondiale entre les deux superpuissances, l'URSS et les USA, se fait chaque jour plus acharnée, le danger d'une nouvelle guerre mondiale grandit sensiblement... Le social-impérialisme soviétique, dévoré d'ambitions, constitue aujourd'hui le plus dangereux foyer de guerre... Le social-impérialisme est identique, en essence, à l'impérialisme de type capitaliste. Lénine a indiqué à maintes reprises que l'impérialisme c'est la guerre. Certaines caractéristiques du système social-impérialiste soviétique font de lui l'impérialisme le plus rapace et le plus féroce dans son agression et son expansion à l'étranger.»

Rappelant les thèses du président Mao selon lesquelles «le révisionnisme au pouvoir, c'est la bourgeoisie au pouvoir» et «en URSS, à l'heure actuelle, c'est la dictature de la grande bourgeoisie, une dictature de type fasciste allemand, une dictature de type hitlérien», le commentaire développe les mesures fascistes et répressives qui sévissent contre la classe ouvrière et le peuple des différentes nationalités soviétiques, les manifestations du social-impérialisme russe dans le monde et sa base économique : la restauration du capitalisme monopoliste d'État en URSS.



Les troupes soviétiques s'entraînent pour l'agression qu'elles préparent contre l'Europe.

Il insiste également fortement sur les changements intervenus ces dernières années dans les rapports de force entre les deux superpuissances : «Avec la croissance de sa force militaire et économique, le social-impérialisme soviétique est devenu plus rapace dans son ambition de parvenir à l'hégémonie mondiale par la guerre. L'histoire moderne a prouvé que les guerres déclenchées par les puissances impérialistes pour la domination mondiale sont étroitement liées au déséquilibre de leur développement. La première et la deuxième guerre mondiale se sont toutes deux produites dans ces circonstances...»

«Le social-impérialisme est dévoré d'ambitions expansionnistes et agressives. Il poursuit une politique d'aventure et de guerre. Il se

prépare tant à une guerre nucléaire qu'à une guerre conventionnelle.

«L'expérience historique mérite attention», poursuit le commentaire, «c'est précisément au milieu des discours sur la "paix", la "sécurité" et le "désarmement" que Hitler déclenchait brusquement une "guerre éclair" et que les bottes de fer des nazis martelaient presque tout le continent européen. Mais, conclut l'article, dans l'histoire, autrefois comme aujourd'hui, qui conque a déclenché une guerre d'agression a connu une triste fin. Si les sociaux-impérialistes soviétiques osent déclencher une nouvelle guerre mondiale, ils iront à leur destruction complète. Le peuple gagnera la guerre, gagnera la paix et gagnera aussi le progrès.»



Nouvelle Calédonie : ESSOR DES MANIFESTATIONS POUR L'INDÉPENDANCE

L'assassinat d'un jeune mélanésien, Richard Kamouda, tué par un agent de police le 27 décembre dernier à Nouméa, a suscité une indignation générale en Nouvelle-Calédonie où les manifestations de masse pour l'indépendance se multiplient à l'initiative du «Comité pour l'affaire Kamouda» qui appelle à un soulèvement général des populations kanakes.

Le comité qui convoque une grande manifestation samedi prochain précise dans un tract qu'un «affrontement direct le 10 janvier ne va pas abattre le système colonial. Il faut organiser un combat révolutionnaire par la création dans chaque tribu de comités d'action prêts à mener un soulèvement général. Notre frère Kamouda ne sera vengé que le jour où le gouvernement français sera expulsé d'ici par le peuple Kanake.»

LIBAN UN CAMP PALESTINIEN EN CERCLE PAR LES PHALANGES

Situé dans la banlieue nord-est de Beyrouth, le camp palestinien de Tell Zaatar qui abrite environ cinquante mille réfugiés est soumis depuis plusieurs semaines à un véritable blocus de la part des forces armées phalangistes qui interdisent, notamment, l'acheminement de tout ravitaillement. De violents combats se déroulent en permanence autour du camp pour tenter de forcer ce blocus auquel le haut Comité de coordination, chargé de l'application du cessez-le-feu, n'a toujours pas réussi à mettre fin. Le leader du parti du Bloc national, Raymond Edde, qui représente des courants chrétiens patriotes, a dénoncé le fait que «certaines parties sont déterminées à empêcher l'approvisionnement de régions habitées», qualifiant ces actes «d'inhumains».

LE PEUPLE JAPONAIS REFUSE LES PRESSIONS SOVIÉTIQUES

A la veille de la visite du ministre soviétique des Affaires étrangères, Gromyko, qui doit arriver le 9 janvier à Tokyo, la presse japonaise publie éditoriaux et articles dénonçant les pressions soviétiques et affirmant que le peuple mènera jusqu'au bout la lutte pour le retour au pays des quatre îles du Nord, confisquées par le tsar et toujours occupées par les sociaux-impérialistes russes. Le gouvernement japonais est ainsi fermement mis en demeure de ne faire ni concession, ni compromis au cours de ses discussions avec Gromyko. Certains journaux précisent qu'il n'est pas nécessaire d'être courtois avec Gromyko qui a personnellement menacé de «contre-attaquer» le Japon pour ses exigences légitimes et dont les flottes maritime et aérienne violent en permanence les eaux territoriales et l'espace japonais.

nouvelles intérieures

La duplicité de Giscard sur l'Angola

Le gouvernement français a demandé mercredi matin qu'il soit mis fin «à l'envoi massif de matériel de guerre et de combattants étrangers» en Angola.

Au cours du Conseil des ministres qui s'est tenu à l'Élysée, Giscard d'Estaing a, en effet, fait la déclaration suivante : «Le gouvernement français réprovoque l'envoi massif de matériel de guerre et, plus encore, de combattants étrangers qui s'observent publiquement depuis plusieurs semaines en Angola. Il demande qu'il y soit mis fin. La poursuite d'une telle intervention créerait une situation de tension permanente et de division en Afrique, détruisant le climat de paix qui avait,

jusqu'ici, accompagné l'indépendance, et détourne ce continent de ses tâches prioritaires de développement.»

Cette déclaration s'ajoute à toutes celles faites dans le tiers monde et en Europe pour exiger que cessent les interventions étrangères en Angola.

Il s'agit là d'une position qui pourrait être positive, encore faudrait-il que le gouvernement français mette ses actes en accord avec ses paroles, notamment en s'abstenant d'intervenir en sous-mains dans l'enclave de Cabinda et en cessant immédiatement toute livraison d'armes au régime raciste d'Afrique du Sud.

Suite de l'éditorial

Alors que ferait-il ce parti soi-disant ouvrier, soi-disant communiste, bourgeois en réalité ? Une politique bourgeoise de défense des intérêts capitalistes et de répression de la classe ouvrière et des masses populaires sur le plan intérieur et une politique de complaisance devant les nouveaux hitlériens de Moscou sur le plan extérieur.

Corbeil-Essonne :

LES TRAVAILLEURS DU LIVRE BOYCOTTENT UN MEETING CGT

Hier, mercredi, avait lieu à Corbeil un meeting organisé par la CGT pour tenter d'apaiser le mécontentement de plus en plus vif des travailleurs du livre sur la situation de l'emploi dans leur branche et la manière dont les dirigeants CGT dévoient leurs luttes revendicatives. 300 personnes à peine garnissaient l'immense salle prévue pour l'occasion. Sur le millier environ de travailleurs de l'entreprise Néogravure à Corbeil, durement touchée par les licenciements, quatre vingt à peine s'étaient déplacés. 20 autres seulement pour une autre entreprise de 800 travailleurs. La CGT qui organisait seule ce meeting a largement accordé la parole à la représentante de la municipalité révisionniste. La délégation socialiste présente n'a, elle, même pas eu accès au micro. Le délégué

CGT de Néogravure a pris la parole pour annoncer qu'un nouveau groupe financier s'intéressait à l'entreprise... Mais que cela signifierait de nouveaux licenciements. Les seules perspectives données ont été : «Voter pour le Programme commun» et «Se tenir prêt à répondre aux mots d'ordre de la CGT». Ces derniers, on les connaît

déjà : aujourd'hui les travailleurs de Néogravure étaient à nouveau conviés à une grévette de trois heures ! A la sortie du meeting, même les travailleurs qui s'étaient déplacés pour y assister exhalaient leur écœurement devant l'abandon de leurs revendications par la CGT et leur volonté de se battre pour les faire aboutir.

Le procès des autonomistes corses s'ouvrira en février

Le procès des autonomistes corses arrêtés à la suite de l'occupation de la cave vinicole d'Aléria, pourrait débiter en 1er et le 15 février ont annoncé leurs défenseurs.

A ce jour, 12 personnes sont inculpées devant la cour de sûreté de l'État de «participation à une bande armée en vue de s'armer contre l'autorité de l'État». Parmi les 12 inculpés, le docteur Edmond Siméoni, leader de l'Arc, reste seul toujours détenu. Un autre

jeune corse, Serge Cacciari, également détenu devrait également être jugé à cette période sous l'inculpation «d'attentat en vue de porter le massacre et la dévastation dans une ou plusieurs communes» et de «meurtre d'un agent de la force publique», suite à la fusillade de la nuit du 27 au 28 août à Bastia.

Il est à prévoir que ces procès s'accompagneront d'une série de manifestations en Corse où la situation politique et sociale est toujours très tendue.

LA PRÉPARATION DU 22^e CONGRÈS DU PARTI DE MARCHAIS

LE PCF ET "LA VOIE DEMOCRATIQUE"

«L'Humanité» de mercredi publie deux contributions destinées à appuyer la ligne impulsée par Marchais et qui caractérise le document préparatoire au 22^e congrès du PCF.

Alors qu'il y a deux jours des contributions affirmant la nécessité de la «dictature du prolétariat» étaient publiées, celles-ci demandent son élimination pure et simple et reprennent la théorie du «passage pacifique au socialisme». Un coup pour, un coup contre, voilà pour donner les apparences de la démocratie. Mais surtout cela illustre les divergences sur la tactique parmi les dirigeants révisionnistes du PCF. Un jour sont publiées des contributions appuyant les uns, en faveur d'une tactique putschiste et d'apparence «révolutionnaire». Un autre jour d'autres contributions sont publiées pour appuyer la voie électoraliste.

La première contribution demande d'emblée de «ne plus utiliser la formule de dictature du prolétariat», et de ne retenir que le passage pacifique au socialisme. Elle déclare entre autres :

«Provoquée quelquefois par la tragédie du Chili, il

y a la réaction de ceux qui affirment que rien n'est changé sous «le soleil de la révolution socialiste» et qui «plaquent» sur la France de 1975 une réalité historique autre ou passée.»

Plus loin, elle affirme : «Nous choisissons la voie démocratique comme la seule voie possible en France, et c'est la voie de la lutte sur tous les fronts, excepté le terrain recherché par l'adversaire de classe : celui de la violence et de la guerre civile.»

Il s'agit là des vieilles théories révisionnistes cherchant à faire croire aux travailleurs en un possible changement pacifique de société. Après avoir dit que le Chili en était la démonstration, on nous dit maintenant que la France n'est pas le Chili. Et au Chili on disait que ce n'était pas l'Indonésie.

Dans une deuxième contribution un militant propose également de rejeter définitivement la formule «dictature du prolétariat».

Tout cela est dans la lignée du révisionnisme sous la forme que nous lui connaissons depuis des années.

Comme tout parti bourgeois, le PCF a deux moyens pour arriver au pouvoir. L'électoratisme, avec lequel

les partis bourgeois dupent les masses depuis des décennies en leur faisant croire qu'il suffit de voter pour eux pour vivre heureux. Il s'accompagne de propos mensongers sur la «démocratie pour tous» qui visent à masquer qu'elle ne s'exerce réellement que pour les exploités. La «liberté» des travailleurs étant avant tout celle d'être exploités.

Il s'agit de masquer la fonction de l'État capitaliste dont on veut faire croire qu'il pourrait être mis au service des travailleurs et qu'il suffit de changer d'équipe gouvernementale.

Il existe un deuxième moyen : le putsch. Il est utilisé par les partis bourgeois quand l'électoratisme ne leur permet pas d'atteindre leurs buts. Là encore il ne s'agit que de changer, mais par la violence, d'équipe au pouvoir.

Le PCF aujourd'hui adopte la première tactique. Ce qui ne signifie nullement qu'il n'emploiera pas la seconde en d'autres circonstances.

Dans tous les cas, il n'est nullement question pour lui de remettre en cause l'État capitaliste. Il s'agit seulement de s'en servir pour ses propres intérêts contre les masses.

UN JEUNE HOMME CONDMNÉ MALGRÉ SES PROTESTATIONS D'INNOCENCE

Accusé par un témoin douteux d'avoir été l'un des manifestants qui brisèrent, dans la soirée du 18 décembre dernier, les vitrines de deux banques de l'avenue Parmentier (11^e), avec des pavés et des barres de fer, Marc Prevost, vendeur en confection de 23 ans, a été condamné mercredi, malgré ses protestations d'innocence, à six mois de prison avec sursis et 1 000 F d'amende par la 23^e Chambre correctionnelle de Paris.

Marc Prevost a déclaré qu'il avait seulement assisté en spectateur à la scène.

En fait chacun sait que la police a l'habitude d'envoyer des provocateurs faire un peu de casse sur les lieux de manifestations. Ce qui lui permet ensuite, en vertu du principe fasciste de la responsabilité collective, de condamner des innocents.

GREVE DES LOYERS EN CITES UNIVERSITAIRES

La Fédération des résidents universitaires de France (FRUF) proteste dans un communiqué contre «une nouvelle escalade dans la répression» de M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État aux universités.

La FRUF, qui a lancé depuis octobre une opération de grève des loyers en cités universitaires à la suite de l'augmentation de 25 % survenue en septembre, déclare dans ce communiqué que dans l'Académie de Grenoble, pendant les vacances de Noël, des huissiers se sont rendus auprès des familles de plusieurs centaines d'étudiants pour leur réclamer le paiement des loyers en retard assorti de 200 F pour frais. La FRUF estime qu'il s'agit là «d'une attaque d'autant plus intolérable que les étudiants sont tous majeurs, attaque jurant avec les déclarations de libéralisme de M. Soisson».

La grève, selon la FRUF, est effective dans 27 cités soit un peu plus du quart d'entre elles. Elle consiste à payer les loyers à l'ancien taux.

Bordeaux : 180 OUVRIERS DE L'USINE SAM-CAZENAVE JUGÉS POUR «OCCUPATION ILLÉGALE» DE LEUR USINE

Cent quatre vingt ouvriers de l'usine SAM-Cazenave, usine de cycles située à Belin (Gironde) ont comparu mercredi devant le tribunal de grande instance de Bordeaux pour «occupation illégale» de leur entreprise.

L'occupation avait débuté en juillet dernier, en riposte à l'annonce faite par la direction de cent nouveaux licenciements s'ajoutant aux 50 autres décidés le mois précédent. Trois mois plus tard, en octobre, les 106 derniers salariés de l'usine étaient également licenciés et l'entreprise mise en règlement judiciaire.

Huit délégués syndicaux et membres du comité d'entreprise étaient alors assignés devant le tribunal pour occupation illicite et leur présence dans l'usine fermée fut déclarée illégale par le tribunal. Aussitôt, cent quatre-vingts autres ouvriers décidaient alors de poursuivre l'occupation en se relayant et le syndic chargé du règlement judiciaire les assigna devant le tribunal. Celui-ci n'a pas osé rendre son jugement en présence des 180 ouvriers et a décidé de ne le faire connaître qu'ultérieurement.

A PROPOS DU «CONSENSUS SOCIAL»

Comme après 1968, voilà qu'aujourd'hui on reparle beaucoup du «Consensus social». Au cours d'un récent débat sur «Antenne 2» les patrons et porte-paroles des partis bourgeois (UDR, PS et, insidieusement, PCF) s'en réclamaient.

A Yves Chotard (CNPF) qui affirmait : «Le consensus social est une réalité qui apporte la solution à la crise», Delors (ancien collaborateur de Chaban-Delmas, maintenant rallié à l'Union de la gauche), faisait écho : «Nous n'avons pas de solution miracle, seul le consensus social peut résoudre la crise. Et c'est la gauche du pouvoir qui peut obtenir ce consensus». C'est-à-dire la «bonne entente» entre patrons (de gauche) et travailleurs.

Mais qu'en est-il de ce consensus ? Le mot signifie «aller dans la même direction». Deux classes antagoniques, bourgeoisie et prolétariat, peuvent-elles aller dans la même direction ? Non, bien sûr ! et les ouvriers, les licenciés, les chômeurs, en savent quelque chose. Refusant la collaboration de classe dans laquelle on veut les étouffer, ils développent leurs luttes résolues sur le juste mot d'ordre : «Classe contre classe».



pour créer un rapport de force favorable

L'UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION, UNE CONDUITE DEMOCRATIQUE DE LA GREVE

Dans un dernier article, nous avons parlé du rôle de l'information dans la création et le renforcement du rapport de force en faveur des travailleurs. Dans cette tâche, les délégués syndicaux du personnel ont un rôle très important à jouer. De même il faut travailler à l'unité la plus large à la base, à la réalisation de la démocratie dans l'organisation de la lutte, sans jamais perdre une juste position de classe. Au niveau de toute une région ou d'un trust, organiser la popularisation et la solidarité, ce doit être le souci constant de tous les authentiques syndicalistes et des travailleurs qui ne veulent pas tomber dans les pièges des patrons et des saboteurs. Une lutte, isolée et spontanée, il faut qu'elle devienne, par l'accumulation de l'expérience, une lutte de plus en plus consciente, maîtrisée et généralisée.

L'UNITE ET LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE

Nous connaissons bien la tactique patronale «diviser pour régner», et pourtant nous avons tendance à la sous-estimer : faire pourrir la grève en espérant que les travailleurs par manque d'argent vont se révolter contre d'autres pour leur faire reprendre le travail, intimider pour décourager, organiser quelques non-grévistes pour forcer des piquets de grève, bref aiguïser des contradictions au sein des travailleurs pour affaiblir et casser leur lutte. C'est la règle générale avant d'employer la répression brutale, c'est ce que l'on a pu voir à Rhone-Poulenc Chalampé, à Paris-Rhône, à Clark, etc.

Face au patronat, c'est notre force collective qui est

décisive et qu'il nous faut sans arrêt penser à renforcer. Pour cela il faut se donner les moyens organisationnels. Dans certaines usines, une section syndicale a pu par son travail antérieur acquérir la confiance quasi totale de l'ensemble des travailleurs de l'entreprise : la majorité est syndiquée, les facteurs de désunion sont faibles, il s'agit alors de faire participer le plus grand nombre de travailleurs à la lutte, par la répartition des tâches, des responsabilités, par l'exercice de la démocratie pour chaque syndiqué ou non-syndiqué.

C'est le cas par exemple des travailleurs et de la section CFDT de l'usine Rhone-Poulenc Chalampé qui ont pu déboucher sur une victoire au bout de trois semaines de lutte avec occupation.

Dans d'autres cas, la situation n'est pas aussi claire, il y a plusieurs syndicats, beaucoup de non-syndiqués et pour un moment décisif comme une grève avec occupation, il faut une organisation dirigeante représentative : l'élection d'un comité de grève par l'ensemble des grévistes, syndiqués, non-syndiqués, est indispensable pour unifier et mobiliser tout le personnel en lutte.

De même pour coordonner la lutte de plusieurs usines d'une société ou d'un trust, la création d'un comité central de grève est nécessaire : c'est l'expérience qu'ont faite les travailleurs de Paris-Rhône pour coordonner les usines Mermoz et l'usine de Villeurbanne en lutte.

Seuls ceux qui veulent l'hégémonie, ceux qui refusent l'expression de la classe ouvrière, condamnent les comités de grève ; ce n'est pas un hasard si les dirigeants traîtres de la CGT de Paris-Rhône, voyant l'initiative leur échapper, ont traité le comité de grève de «secte politicienne», qui s'en est donnée à cœur joie pour cultiver le mythe de la grève exemplaire et une solution qui sert les intérêts du patronat.

POPULARISER, ÉLARGIR LE RAPPORT DE FORCE

Les travailleurs de Lip ont gagné, et pourtant, souvenons-nous des pressions terribles qu'ils ont dû affronter ; le patronat et aussi le gouvernement se sont acharnés sur eux.

Messmer avait dit plusieurs fois «Lip c'est fini» et Lip continue toujours. S'ils ont gagné c'est parce que, après un gros effort de popularisation de leur lutte, un immense rapport de force s'est créé au niveau de la France entière qui a obligé le patronat et le gouvernement à trouver une solution positive.

Populariser une lutte, sensibiliser une région, ce sont autant de facteurs qui permettent de vaincre l'isolement, de coordonner plusieurs luttes d'une région, de renforcer l'unité du peuple contre l'exploitation et c'est autant de pressions psychologiques exercées sur le patronat pour l'isoler et le faire céder.

A l'imprimerie Caron-Ozanne en grève avec occupation depuis le 5 juin, les grévistes impriment le journal «Ouest licenciements» qui retrace la lutte des travailleurs de Bretagne.

Les ouvrières de la Confection industrielle du Pas-de-Calais sont parties pour un tour de France de l'emploi en deux équipes ; elles ont rencontré des travailleurs qui comme elles ont lutté et luttent pour défendre leur emploi, elles ont expliqué au plus grand nombre de travailleurs leur situation, leur lutte.

Ce sont des exemples que nous devons suivre pour élargir le rapport de force, élargir le mouvement de lutte dans la France entière.

La création de comités de soutien sous la direction des travailleurs en lutte c'est un élément de plus qui contribue à la popularisation.

LA SOLIDARITE LE SOUTIEN FINANCIER

Un des points faibles des grévistes au bout de quelques jours c'est le manque d'argent, c'est souvent un facteur de désunion sur lequel savent jouer les patrons et les traîtres à la classe ouvrière : ne pas se soucier d'organiser des collectes, et jouer finalement sur la démoralisation des travailleurs pour faire reprendre le travail, c'est la tactique classique des dirigeants CGT.

Susciter la solidarité, organiser le soutien financier dès le premier jour de grève, c'est rendre confiants les travailleurs en lutte, c'est montrer qu'il est possible de tenir et de vaincre.

Les 15 ouvrières de la Cofal sont allées plus loin : en fabriquant des produits qu'elles vendaient, elles ont pu tenir pendant 3 mois jusqu'à la victoire.

La bourgeoisie et les dirigeants PCF-CGT font toutes sortes de barrages pour empêcher les travailleurs d'amplifier leur mouvement : rester dans le cadre légal, poser toujours des préalables aux discussions, au nom de la propriété privée on ne doit pas occuper l'usine, on ne doit pas travailler pour notre survie...

Mais dans la pratique des luttes, de plus en plus les barrages sont surmontés, les méthodes «illégalistes» sont de plus en plus couramment employées par les travailleurs et c'est une très bonne chose.

En Bretagne, les 16 et 17 janvier :

MOUVEMENTS DE GREVES ET MANIFESTATIONS POUR ACCUEILLIR CHIRAC

Le premier ministre Chirac doit se rendre en Bretagne les 16 et 17 janvier prochain. Pour «accueillir» à leur manière, les pêcheurs envisagent différentes actions. Le syndicat CFDT de la pêche en Bretagne a décidé de lancer une grève de 24 heures dans les ports de pêche. A Lorient le 17 et à Quimper le 16, des manifestations avec les marins sont prévues. Des manifestations ouvrières — ainsi que des débrayages — sont prévues à Brest, Quimper, Rennes.

Mais la liaison entre les luttes de la classe ouvrière et celles des autres couches laborieuses ne semble pas posée, et c'est pourtant cela qui permettrait de renforcer

la lutte contre l'exploitation capitaliste, et d'isoler les dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT qui n'envisagent «l'action» que pour faire leur propagande mensongère sur leur programme bourgeois.

Rappelons que lors de la grève générale en Bretagne — suivie à 70 % — le 27 novembre, il y avait eu une quinzaine de manifestations, entre autres 8 000 personnes à Brest, 5 000 à Rennes et Quimper, 3 000 à Lorient...

A noter également que pour tenter d'enrayer la lutte des pompistes, le 6 janvier, les flics sont intervenus pour expulser les grévistes du dépôt de Bénouville.



Novembre 75 : grève générale en Bretagne — 3 000 travailleurs à Brest sous une pluie battante. L'exemple d'une région sensibilisée par les luttes.

Barthelay Montreuil

48 JOURS DE GREVE AVEC OCCUPATION

Les travailleurs de l'entreprise Barthelay Montreuil, occupent leur usine depuis maintenant 48 jours, et cela jusqu'à satisfaction de leurs revendications : pas un seul licenciement, maintien de l'emploi sur place.

Le souci de lutter chez Barthelay Montreuil, c'est aussi le souci de millions de travailleurs. Actuellement ce sont des dizaines de milliers de travailleurs qui sont dans l'action : grèves avec occupation, patrons séquestrés...

Les patrons, Barthelay ou autre, font du chantage à la «crise», à leur propre crise. Cette crise est bien celle du monde capitaliste tout entier : que ce monde avide de profits en fasse donc les frais !

Nous ne devons en aucun cas en faire les frais, et ce n'est que tous ensemble et en même temps, Français et immigrés unis par le combat actuel et à venir contre ce système exploiteur que nous vaincrons.

C'EST POURQUOI NOUS APPELONS TOUS LES TRAVAILLEURS EN LUTTE A PRENDRE LA PAROLE LORS DU RASSEMBLEMENT NATIONAL OUVRIER LE 14 FÉVRIER.



Novembre 75 : manifestation organisée par le comité de grève des Assurances du groupe de Paris.



A GRAND-CROIX (LOIRE) UN ATELIER DE TISSAGE OCCUPE

Après l'annonce de la direction des Tissages de Soieries réunies (TSR) de fermer son atelier de Grand-Croix (Loire), qui emploie 60 salariés, les ouvriers ont décidé mardi l'occupation des locaux afin de s'opposer au démontage des machines.

Les TSR emploient 1 700 employés à Lyon, à Annonay et Vals et à Grand-Croix. Cette décision intervient dans le cadre d'une fusion engagée avec les Établissements l'Imola.

A LA SEYNE (VAR) LES 250 TRAVAILLEURS DE LA SAMIC OCCUPENT LES LOCAUX

La Samic est une entreprise de nettoyage des coques de navire. Ces derniers temps, six travailleurs ont été intoxiqués par des peintures

noctives, ils sont restés 24 heures dans le coma.

Les 250 travailleurs occupent les locaux depuis le 19 décembre pour exiger l'amélioration des conditions de travail, la réduction du temps de travail et une augmentation des salaires.

GREVE CHEZ FRANGECLIM A ANGOULEME

75 % des ouvriers de l'usine de construction électrique Frangeclim d'Angoulême (Charente) se sont mis en grève illimitée mardi matin pour protester contre 71 licenciements annoncés par la société.



social

EN UN AN : BEEFSTEACK PLUS 25 %, BEURRE PLUS 13 %, CAMEMBERT PLUS 18,6 %...
 AUJOURD'HUI : GAULOISES PLUS 18 %, TÉLÉPHONE PLUS 11,4 %, LAITAGES PLUS 3 %...

De hausses des prix en escroqueries la bourgeoisie saigne les travailleurs

« Fini de rire, comme le disait Lucien Espinasse dans l'Aurore du 6 janvier, à tous ceux qui voudraient encore en douter, le premier train de hausses annonce sans équivoque que les fêtes sont terminées. »

Finis de rire. Mais cela ne s'adresse pas aux travailleurs. Car eux, il y a belle lurette qu'ils ne regardent pas les conditions de vie et de travail que leur impose la bourgeoisie comme une fête. Cela ne date pas d'hier.

Pourtant il est vrai qu'en matière de baisse du pouvoir d'achat de la classe ouvrière et des masses populaires, la bourgeoisie se surpasse en ce début d'année. Comme nous le disions hier de nombreuses hausses de tarifs, SNCF, etc., de redevances, télévision, etc., ont eu lieu ou sont annoncées pour les prochains jours. Mais ce n'est pas tout.

De nombreux appareils ont déjà augmenté, les récepteurs de télévision de 4 %, les appareils d'équipement

ménager de 2 à 4 %, pour ne citer qu'eux. D'autres vont suivre.

Pour divers produits, il faut également ouvrir plus grand son porte-monnaie. Ce sont par exemple les livres dont la hausse est de 6 %, les agendas qui coûtent 5 à 7 % plus cher, les tissus qui ont augmenté de 1 à 3 %, les matelas et sommiers en hausse de 3 à 4 %. Bientôt les tissus en coton augmenteront de 3 %, les textiles chimiques suivront le même chemin avec 4 %, etc.

PLUS QUE NÉCESSAIRES, LES PRODUITS ALIMENTAIRES...

Les augmentations de prix des vêtements, des moyens de transport, etc., sont bien chiffrables. Elles sont connues même si la bourgeoisie fait tout pour ne pas les révéler. Il n'en va pas de même pour les denrées alimentaires. Pourtant elles aussi augmentent, et dans de fortes proportions.

Plus que tout autres, les hausses sur l'alimentation éprouvent les travailleurs. D'abord parce qu'il n'est pas possible de restreindre indéfiniment ou de retarder la consommation. On peut reprendre plusieurs fois un pantalon, on ne peut pas cesser de manger. Ensuite parce que c'est un tiers de notre budget, un tiers de nos dépenses qui est consacré à l'alimentation.

D'ores et déjà les produits laitiers frais ont augmenté de 3 %, les biscottes de 3 à 5 %, les conserves de champignons de 2 %. D'autres hausses sont prévues pour les chicorées, les beurres qui coûtent déjà 13 % plus cher qu'il y a un an, les fromages — dont les hausses par rapport à l'an dernier ont varié en moyenne de 5,6 à 11,70 % pour les principaux fromages, avec des pointes cependant de 18,6 % pour les camemberts normands par exemple ou de 21,9 % pour les maroilles. Quant à l'ensemble des viandes dont les prix ont, de décembre

1974 à décembre 1975, augmenté officiellement de 25 % (!), il est certain qu'elles vont continuer à être de moins en moins accessibles aux travailleurs, mais la bourgeoisie se garde bien de donner des précisions à ce sujet...

Mises à part les augmentations visibles sur les tarifs affichés, la bourgeoisie a recours à d'autres méthodes, moins facilement décelables, mais qui n'en reviennent pas moins à augmenter le prix de vente de la marchandise. D'abord ce peut être la dégradation de la qualité, lorsque la proportion de lapin, dans un «pâté au lapin», diminue, son prix de revient pour la bourgeoisie diminue également, et la marge bénéficiaire qu'elle empoche est donc plus grande. Ensuite ce peut être la diminution de la quantité, que l'on regarde les litres de vin de table que l'on achète et l'on verra, en petit sur l'étiquette, qu'ils ne contiennent que 98 cl de vin. L'exemple des pots de yaourts est bien connu

aussi, à première vue ils sont toujours de la même taille, en fait, les fabricants remontent petit à petit le fond du pot. Il n'est pas douteux que de nouvelles modifications des emballages de différents produits sont actuellement en cours dans les fabriques.

MALGRÉ TOUT, LES SOLDES ?...

Espérant ainsi faire passer la pilule, les capitalistes font grand bruit en organisant de nombreuses ventes au rabais, des quinzaines commerciales, de soldes et autres «quinzaines du blanc». Tout au long de l'année, notamment dans les grandes surfaces, des articles sont vendus à des «prix promotion». Grâce à ces méthodes la bourgeoisie parvient à tromper les travailleurs en leur donnant l'impression qu'il faut «profiter tout de suite d'une bonne affaire». Là encore elle les trompe sur la quantité mais aussi sur la qualité.

Ainsi, il est des pratiques insidieuses que dénonce ac-

tuellement l'Union fédérale des consommateurs : «Certains articles ont été fabriqués tout spécialement pour être bradés et la qualité laisse à désirer, même si l'on considère le prix relativement bas. Attention, aussi, aux "liquidations pour travaux" qui se renouvellent trop fréquemment dans un même magasin. Attention aux articles dégriffés : l'étiquette d'origine a disparu et, avec elle, la composition du tissu, son mode d'entretien». En outre, dans l'électroménager par exemple, les soldes ont pour but de décongestionner les stocks ; mais le seul terme «solde» implique généralement, en ce domaine, l'absence de service après-vente, voire de livraison à domicile...

On le voit la bourgeoisie ne manque pas d'imagination quand il s'agit de faire grossir ses profits. Elle est maîtresse en matière d'escroquerie des travailleurs. Tout cela porte un nom : c'est le système capitaliste, d'exploitation forcée de la classe ouvrière par la bourgeoisie.

Chez Boussac, la restructuration c'est : Le chômage, les licenciements pour les travailleurs

Marcel Boussac, un industriel confectionneur (coton, tergal, métraklon) mais aussi un administrateur de très nombreuses sociétés textiles, propriétaire d'une écurie de courses et du journal «l'Aurore».

Au temps de sa plus grande puissance, Boussac, le «Roi du coton», a employé plus de 50 000 salariés. Il en reste moins de 15 000 aujourd'hui. Au cours des 5 dernières années, on a compté 10 000 emplois supprimés dans le groupe. En 1970 c'est la fermeture des usines vosgiennes de Noiregouttes, des Gravières, de Fraize et de Plainfaing, jetant à la rue plusieurs milliers de travailleurs.

Boussac, pour préserver ses profits, restructure, ferme des usines, licencie les travailleurs. Ce sont ses salariés qui sont les victimes de cette politique de profit maximum.

Menace de licenciement en Normandie et dans les Vosges. En septembre 1975, en Normandie, à Bolbec, Lillebonne, Caudebec-en-Caux, beaucoup de travailleurs n'y croyaient pas lorsque a été annoncée la liquidation des usines de la région. Pourtant c'est vrai, et il a fallu se rendre à l'évidence : 984 licenciements !

Dans les Vosges, 6 000 travailleurs des usines Boussac subissent le chômage partiel et des pertes de salaire. Boussac s'apprête à licencier 2 350 travailleurs. Dans un premier temps 1 250 travailleurs, dont les 426 de la filature et tissage Laedrich Boussac de Rupt-sur-Moselle (Vosges) et 1 100 nouveaux emplois supprimés du 15 février 1976 à juin 1976.

L'annonce des licenciements chez Boussac n'est pas — hélas ! — la seule affaire de ce genre. Depuis quelque temps déjà nous assistons à une recrudescence des fermetures d'entreprises, des licenciements collectifs ou des réductions d'horaires entraînant du chômage partiel. Les patrons ne s'embarassent vraiment pas de considérations pour eux superflues. Ils poursuivent leur objectif : faire payer la crise aux travailleurs. Et le recours à l'intimidation à l'encontre des travailleurs, de même que la répression, est de rigueur.

Si Boussac retire ses billes dans ses usines françaises il les replace ailleurs en investissant dans les pays du tiers monde, où les salaires sont faibles, et l'exploitation grande. Ce n'est certes pas pour apporter quelque chose aux habitants de ces pays, mais pour faire encore plus de profits sur leurs dos.

Boussac n'a-t-il pas prêté son appartement à Guy Mollet lors de l'expédition de Suez en 1956 ? Il était aussi un actif partisan de l'OAS, et y donnait son appui.

Devant la mauvaise gestion, c'est la valse des directeurs : Boussac nomme à la présidence du groupe un homme qui lui est tout dévoué, «un ami de longue date», Robert Félix, ancien chef de cabinet du ministre SFIO Robert Lacoste. Et comme directeur, il choisit son neveu Jean-Claude Boussac qui depuis des années intrigue pour parvenir à ce poste. Devant le comité central d'entreprise, Marcel Boussac dresse de Jean-Claude un portrait flatteur : «Je l'ai formé et testé moi-même.»

Ce nouveau Boussac s'efforcera en effet d'utiliser la crise (sa propre crise) au mieux de ses intérêts : il dit, actuellement il n'y a aucun licenciement, alors qu'il y en a des déguisés avec les 360 travailleurs des Vosges qui seront en pré-retraite de 58 à 64 ans, et qui auront en fait une retraite de misère. La suite, qu'il cache, sera l'annonce des licenciements massifs dans le groupe pour début 1976. Boussac fait courir le bruit que les travailleurs des usines qui fermeront seraient reclassés



Ouvriers et ouvrières, tous unis, massivement, dans la lutte contre le chômage et les licenciements (Photo AFP).

mais, il oublie de dire où et comment !

Que de promesses vagues, que d'illusions pour les travailleurs.

Alors que le déménagement de l'industrie cotonnière s'accroît vers les pays en voie de développement (du développement des intérêts Boussac et Cie bien entendu !!!).

Ce que cherche Jean-Claude Boussac c'est uniquement de berner les travailleurs, les rendre non combattifs en leur disant : «De toute façon vous serez reclassés.» Il se sert en fait des soi-disant difficultés économiques pour prendre

l'offensive, affermir le contrôle de la production (aux moindres frais pour lui bien sûr...), licencier une partie des effectifs et accroître les cadences de production.

Enfin, Boussac, et le patronat en général, rejette sa responsabilité dans la crise. Chotard, vice-président du CNPF, explique qu'à un certain niveau de chômage, les entreprises (donc les patrons) ne peuvent plus être tenues pour responsables (seraient-ce donc les travailleurs ?).

C'est tout cela qui permet aujourd'hui à Boussac (incapable de faire face à ses engagements) de mettre les

travailleurs à la rue et de «glisser la clé sous la porte».

Le droit à l'emploi est plus que jamais la revendication première des travailleurs dans une période de chômage et de licenciements continue sévissant dans tous les secteurs, toutes les régions.

Pour sauver l'emploi, il n'y a pas de solution miracle, il n'y a qu'une seule solution : la lutte, car les licenciements et le chômage, produits du capital, ne se négocient pas mais se refusent par le combat incessant classe contre classe, c'est-à-dire classe ouvrière contre classe capitaliste.



vie du journal

LA BATAILLE DES 25 MILLIONS DEUX MILLIONS PAR JOUR JUSQU'AU 15 JANVIER !

COMMENT SOUSCRIRE POUR QUE LE QUOTIDIEN REMBOURSE SES DETTES

SOIT PAR CHEQUE BANCAIRE, INTITULÉ «HUMANITÉ ROUGE», ADRESSÉ A LA BP 61 - 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT PAR VIREMENT POSTAL INTITULÉ «HUMANITÉ ROUGE» (AU DOS METTRE : «POUR LA SOUSCRIPTION»), ADRESSÉ ÉGALEMENT A LA BP 61 - 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT EN TIMBRES-POSTES (0,60 F DE PRÉFÉRENCE).

SOIT ENCORE EN SOUSCRIVANT PRES DE NOS MILITANTS QUI VOUS FOURNIRONT CARTES POSTALES DE SOUTIEN OU CALENDRIER 1976.

Total au 5/1/76	46 705,92 F	Pour un quotidien de combat	1 000,00 F	Pour une médecine au service du peuple, un étudiant	
Une sympathisante	20,00 F	Pour le quotidien progressez toujours plus	200,00 F	médecine à Necker	100,00 F
JCMLF A. Cuisinier	30,00 F			CDHR N. Béthune	665,00 F
Suppl. à vente c. p. et calendriers Nord	107,00 F	Sousc. à la librairie	100,00 F		
CDHR Gemnitz	400,00 F	En suppl. à ab. un lecteur YP	100,00 F		
RR Janvier	200,00 F	MB pour la sousc.	200,00 F		
		Un paysan breton	100,00 F		
CDHR P. Sémard D.	40,00 F			TOTAL GÉNÉRAL	
				AU 7/1/76	49 967,92 F

SOUSCRIPTION SUR UN MARCHÉ UN EXEMPLE POSITIF

Nous avons été surpris de l'accueil réservé à notre souscription sur le marché : en effet, un grand nombre de ménagères, qui ne lisent pas habituellement notre quotidien, ont tenu à verser leur contribution, qui un franc, qui cinquante centimes.

La vieille résistante dont nous avons recueilli le témoignage pour le quotidien a versé cinq francs pour le quotidien... une petite fortune si l'on connaît les revenus des travailleurs retraits !

Bref, cela nous a convaincus, et cela était nécessaire, de faire appel aux travailleurs pour le soutien au quotidien, et nous continuerons sur cette voie.

Des camarades d'un quartier de Lille.

«La nouvelle extrême-gauche» a déçu, voire rebuté... Surtout ce qui a été dit sur le trotskysme. Il faut dénoncer le trotskysme, il faut le combattre avec acharnement, mais dans le quotidien les articles sur la Ligue, l'Unité Ouvrière et Révolution ! ont été jugés comme *infinables* par nos amis. Ces amis cherchaient des explications, des révélations historiques sérieuses, des faits concrets édifiants... et n'acceptent pas des arguments simplistes, dogmatiques et en rien convaincants.

Voici donc les trois aspects principaux qui sont revenus dans la discussion avec des amis travailleurs de la terre et relativement proches de nos idées.

Un salarié de l'agriculture — Bretagne.



POUR EXPRIMER VOTRE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS EN LUTTE



EXPOSEZ-LES, DIFFUSEZ-LES.



Les lecteurs ont la parole

«Coller plus à l'actualité» «approfondir l'explication politique des événements complexes», «rejeter le dogmatisme», tels sont les points que souligne un camarade paysan de Bretagne à propos de notre quotidien à la suite de discussions avec des amis paysans de sa région.

Sur ces trois points, relevant encore nos insuffisances, nous répondons que

nous sommes en parfait accord, et que nous avons encore de nombreux efforts à faire pour améliorer le journal et en faire une arme véritablement acérée nécessaire à nos luttes politiques.

Ces critiques sont un encouragement pour nous et nous invitons nos lecteurs et abonnés à nous en faire parvenir autant qu'ils le peuvent.

1) Il faut faire du quotidien un véritable quotidien, c'est-à-dire coller à l'actualité. Trop souvent on lit des choses révolues dans le quotidien.

Un des premiers exemples est la grève de la faim de femmes de pompistes à Montpellier. L'HR No 400 présente cette grève alors que le même jour le quotidien de notre région (Ouest-France) informe que cette grève est finie de la veille.

2) Il faut améliorer l'explication politique, ne pas hésiter à montrer la complexité d'une situation, ne pas se contenter de schémas simplistes.

Tous mes interlocuteurs ont été très *décus* par le manque d'informations et d'explication concernant le Portugal. La lecture d'HR ne leur a pas aidé à saisir la situation, à suivre l'évolution des événements et surtout à leur donner des arguments pour expliquer la situation portugaise à leur voisinage, leurs amis...

3) Éviter le dogmatisme. Autant la série sur le PCI «Une affaire qui marche» a plu, autant le document

«promotion» pendant 2 semaines, et enfin d'autres ont lu quelques numéros que des camarades leur avaient remis à l'occasion.

Tout d'abord il faut dire que la majorité de ces amis apprécie notre quotidien et notent avec sympathie de nombreuses améliorations dans son contenu et sa forme (en particulier le nouveau format, la nouvelle typographie passent bien).

Mais tous souhaitent encore des améliorations. Je vais essayer de résumer les critiques principales qui m'ont été soumises.

Chers amis, Voici un chèque de 100 F de participation à la souscription d'un paysan de Bretagne.

J'ai profité de ces jours de fête pour discuter avec des amis (essentiellement paysans) du contenu du journal. Quelques-uns sont abonnés, d'autres l'ont reçu en

TARIFS D'ABONNEMENTS	
	Pli ouvert
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F
	Pli fermé
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F
CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 - La Source.	

Affiches à votre disposition sur commande :

- «L'Humanité rouge quotidien du soir à Paris, quotidien du matin en province» — format 50 x 40 cm.
- «Rassemblement national ouvrier», appel aux travailleurs en lutte pour prendre contact avec l'Humanité rouge pour le 14 février — format 50 x 40 cm.

1975 - DÉCEMBRE - 29 QUINZAINE - N° 111 - PRIX : 0,70 F

La Faucille

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Le premier numéro de janvier vient de paraître ; passez vos commandes à l'Humanité rouge — BP 61 - 75861 Paris Cedex 18 — le No : 0,70 F.

ÉCOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

RADIO TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	sur 31 et 42 m
16 h	sur 31 et 42 m
17 h	sur 31 et 42 m
19 h	sur 31 et 42 m
21 h	sur 31 et 42 m
22 h	sur 31, 42 et 215 m
23 h	sur 31, 41 et 206 m

RADIO PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 et 42,5 m
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 et 42,5 m
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 et 45,7 m
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9 m



sur le front culturel

Urbanisme



A FONTENAY-SOUS-BOIS

QUELLE POLITIQUE DU LOGEMENT ?

Nous avons extrait du Souffle No 3, revue artistique et littéraire des communistes marxistes-léninistes de France, qui va paraître, cet excellent article sur le PCF et la politique du logement dans la municipalité de Fontenay-sous-Bois, banlieue parisienne. Tiré de la revue d'urbanisme et d'architecture «Place», très intéressante et riche en documentation, cet article démontre que la politique du logement de la municipalité PCF est de la même veine bourgeoise et antipopulaire que celle prônée par l'UDR au pouvoir à Fontenay, avant 1965.

(...) La juxtaposition des deux urbanismes côte-à-côte à Fontenay-sous-Bois illustre bien des changements. Mais ils ne sont pas entre la droite et la gauche : simplement entre deux conceptions d'aménagement des villes nouvelles dans la France capitaliste des années cinquante et des années soixante. Qu'il y ait différence de qualité c'est sûr. Mais l'intéressant est de savoir à quoi elle est due. Crise, mécontentement et hostilité ouverte des travailleurs contre leur «stockage», problèmes sociaux réels créés par les grands ensembles et dont la gravité inquiète même les bureaucrates des ministères, peur devant l'avenir et devant la difficulté d'inventer du nouveau, récupération des thèmes empruntés à la gauche réformatrice et même à ce qu'on qualifie de «gauchisme», etc., la liste est longue. Ce n'est donc pas à une lutte entre un urbanisme «de gauche» et un urbanisme «de droite» qu'on assiste à Fontenay, mais à une application à des moments différents de conceptions urbanistiques qui diffèrent formellement mais se situent dans le même contexte : celui du capitalisme. (...)

PAS POUR LES TRAVAILLEURS

C'est clair : des ensembles de cette qualité ne s'adressent pas à des prolétaires, au peuple travailleur, mais à des couches qui «savent» apprécier le bien-être qui leur est offert ; et savent l'apprécier non pas d'abord esthétiquement, c'est un point secondaire, mais parce qu'ils ont les moyens d'habiter là. Le choix des activités (bureaux et commerces) ne permet pas de doute là-dessus. Quant à la zone industrielle, elle est trop insignifiante pour avoir un impact

sur la vie de la ville à supposer que les ouvriers qui y travaillent habitent sur place. (...)

Bon producteur, fonctionnellement logé et culturellement, bref sain de corps et d'esprit, l'homme n'est pas un être politique parce que la lutte de classe se passera ailleurs que dans ce paradis d'où les termites mécontentes sont exclues. Exclues parce que les loyers HLM sont suffisamment élevés pour que la sélection se fasse naturellement. Intentionnellement ? Non ; mais la conséquence de la manière même dont sont produits ces HLM. Et, justement, le choix de ce type d'urbanisation fait partie de la logique interne, de l'idéologie et de la ligne politique suivie par le PC et ses coéquipiers. Les conséquences de ce choix ne sont pas dues au hasard, mais sont à l'image de la future démocratie avancée.

UNE VIE COMMUNALE RÉGLEMENTÉE

Les exemples abondent. Prenons celui de la grande surface construite à un endroit central de la ZUP. Quelle est la raison politique qui permet de justifier cette agression quotidienne du pouvoir dans le domaine des besoins réglés par les études de marketing ? Les exigences de la vie moderne : consommer plus et d'une façon bien orientée, sont des exigences du capitalisme. Si c'est là pour le simple effet de la récupération de la charge foncière, le compromis c'en est un, et de taille ne mènera probablement pas vite au socialisme.

L'exemple des équipements est aussi parlant. Quantitativement, rien ne manque : écoles primaires, maternelles, CES, équipements sportifs, médico-so-

ciaux, «Maison pour tous», etc. Mais s'il est normal de réclamer des écoles en nombre proportionnel à celui des enfants, de construire des équipements collectifs qui répondent aux besoins des habitants, de rendre la vie pratique dans le domaine de l'habitat comme celui des loisirs, cela reste dans le domaine des comparaisons arithmétiques avec le passé UDR de la commune.

Dans la mesure où l'on s'adresse à ces couches relativement privilégiées qui habitent des logements inaccessibles aux OS, aux immigrés, aux petits employés, dans la mesure où ces habitants subissent un discours dominant bien établi, le but est atteint : à savoir le contrôle d'une vie démocratisée dans les normes prescrites. Vouloir alors échapper à cette surveillance, combattre les idées reçues et créer autre chose que la culture en boîte de conserve «démocratique», c'est du gauchisme !

Mais le mépris de la masse ne se pratique pas uniquement au niveau de la culture — chasse gardée et chose sublime. Il ne semble pas en effet qu'il y ait eu un effort particulier pour travailler avec les habitants à l'élaboration de leur espace.

Les choses se sont passées à Fontenay comme ailleurs. Les spécialistes ont fabriqué un nouvel espace qu'il faut vivre ou subir : ce n'est qu'un problème technique. Les «merci, monsieur le maire, mille mercis» de l'exposition ne suffisent pas à eux seuls pour témoigner d'une action démocratique de masse. C'est vrai. Agir à la place des autres, c'est suffisant puisque laisser agir les autres c'est dangereux.

Et c'est ça aussi l'idéologie révisionniste. (...)

DANS LA BOURGEOISIE DE «GAUCHE» ET DE DROITE

BAGARRE AUTOUR DU TIERCÉ

Le gouvernement vient de décider de porter le tiercé de 3 à 5 F, c'est-à-dire, pour les caisses du PMU, quelques centaines de milliards d'anciens francs en plus.

Attention ! Ici il s'agit d'aligner un certain nombre de zéros.

C'est ce qui montre l'intérêt porté au problème par les diverses fractions de la bourgeoisie.

La grande question est de savoir si cette nouvelle mesure est bonne ou mauvaise pour accroître «l'intérêt» pour le tiercé.

L'enjeu est idéologique : le tiercé faisant partie de la panoplie dont dispose la bourgeoisie pour endormir les travailleurs, leur faire oublier que leur véritable libération est dans la lutte.

L'enjeu est également financier et économique puisque l'Etat prélève 30 % de cette somme.

Les faux communistes du PCF quant à eux sont mécontents. En effet — il faut le voir pour le croire — dans l'Humanité-dimanche cette semaine, ces messieurs estiment inadmissible que l'Etat n'empêche pas la totalité des «revenus» du tiercé ! Leur politique réellement bourgeoise sur les nationalisations les amène donc, sous prétexte que le tiercé est un secteur natio-

nalisé, à préférer que l'Etat empêche l'argent et à condamner la main-mise du PMU (qu'ils considèrent comme «un véritable groupe de pressions»). Mais quelle différence ? Toujours dans le même sens et dans les mêmes poches ! Et en tout cas, pas dans celles de la classe ouvrière.

Ceci dit, les faux communistes du PCF ne remettent absolument pas en cause le tiercé, véritable impôt volontaire, véritable miroir aux allouettes, et véritable «opium du peuple».

Le PCF déplore donc cette augmentation du tiercé parce que «les petits parieurs, les plus lésés» ne pourront plus jouer comme auparavant.

Mais cet exemple de l'attitude du PCF montre qu'il approuve la politique bourgeoise de domination idéologique et d'exploitation du peuple travailleur. Pour ce parti, la seule chose qui cloche, c'est qu'il ne soit pas au pouvoir pour profiter de tous ces «bienfaits».

LE SOUFFLE

BIENTOT LE No 3 DU SOUFFLE

Revue artistique et littéraire des Communistes marxistes-léninistes de France.

Au sommaire :

Espagne : tâches urgentes sur le front culturel.
Histoire de la musique prolétarienne en Allemagne sous la République de Weimar
Le cinéma en Albanie.
Le PCF et le logement.
La littérature palestinienne.
La contre-révolution en Hongrie.

vu par un lecteur



L'Humanité Rouge

enquête

LARZAC, VERS LA VICTOIRE (2)

C'est donc dans le contexte que nous avons exposé précédemment, que l'affaire du Larzac, comme disent les gars de la région, va commencer.

En octobre 1970, lors d'un congrès de l'UDR — parti majoritaire dominant au pouvoir à l'époque — le secrétaire d'État à la Défense nationale, Fanton, révèle le projet d'extension du camp du Larzac déjà existant sur 3 000 hectares, à une superficie de 20 000 hectares environ.

Cette information, apprise par la télévision et la radio par les paysans du plateau, fait l'effet d'une bombe. Les paysans qui jusqu'alors avaient le minimum de contact entre eux, se consultent et «serrent les rangs». Mais la «gaffe» du secrétaire d'État est vite étouffée par le gouvernement, et il est pratiquement impossible de savoir quel est le projet exact, ou s'il est abandonné.

Ce n'est que le 30 octobre 1971 que Debré, alors ministre d'État chargé de la Défense nationale, annonce officiellement le projet. Mais, c'est toujours par la télé ou la radio que les paysans apprennent l'information ; ce qui n'a pour effet que d'augmenter leur colère. Le pouvoir croit bien réussir à les expulser sans qu'il y ait la moindre résistance, puisqu'on ne prend pas la peine de faire du porte à porte pour expliquer les «nécessités d'État» de ce grand projet.

Trois mois plus tard, le 8 février 1971, au cours d'une conférence de presse, Debré confirme l'intention du gouvernement et donne un nouveau chiffre : 14 000 hectares à exproprier.



Au mois d'octobre de la même année, une «commission d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique» commence ses travaux et rend son verdict en décembre, connu à l'avance : «favorable, sans réserve». Le préfet d'Aveyron, prend un arrêté déclarant «d'utilité publique l'acquisition par l'État, au besoin par voie d'expropriation» d'une zone de 14 000 hectares. Il porterait à 260 000 hectares le patrimoine foncier de l'armée, dont on sait qu'il est sans aucun doute le plus grand des grands propriétaires terriens de France.

Les raisons exactes du choix de l'armée n'ont jamais été exposées publiquement ; toutes les hypothèses sont permises, et elles ont été toutes développées en fonction des préoccupations de ses auteurs. Le PCF, dont on connaît le souci permanent de sabotage de la défense nationale, y a vu immédiatement le projet de nouvelles bases pour les fusées nucléaires françaises, connues pour «gêner» les deux superpuissances, et particulièrement les nouveaux tsars du Kremlin.

En fait, ce que l'on sait c'est que le camp existait déjà sur 3 000 hectares de

puis 1903, servant de terrain de manœuvres, et que les 14 000 hectares convoités étaient dans un relief peu accusé se prêtant largement à des manœuvres militaires, tant d'infanterie, de cavalerie (chars, etc.) ou d'aviation.

Peut-être cette extension du camp était-elle nécessaire aux vues et plans de l'État-Major de l'armée pour la défense nationale face aux menaces guerrières de plus en plus évidentes des Soviétiques à la tête du Pacte de Varsovie ? Comme d'ailleurs elle était sans doute nécessaire dans l'esprit des classes dominantes pour l'entraînement de l'armée dans son aspect «force de répression antipopulaire» ; les manœuvres régulières antiguerilla de l'armée de métier britannique, venant s'entraîner sur le plateau au relief bien comparable à l'Irlande, sont là pour le prouver...

De toute façon, pour ce qui nous concerne, la question principale n'est pas à ce niveau.

Les communistes ne doivent jamais oublier le point de vue de classe ; c'est-à-dire que dans une bataille qui oppose le peuple aux classes dominantes, nous sommes aux côtés du peuple contre les exploités. Cette position ne se discute pas, elle ne se marchand pas.

Les situations sont complexes parfois, et c'est le cas de l'affrontement de classe entre des paysans pauvres et paysans moyens exploités contre une armée expropriatrice, que nous combattons comme pil-

lier de l'État capitaliste, mais dont nous soutenons et appelons à renforcer les aspects pratiques favorables à la défense nationale face au danger de guerre émanant de la rivalité des deux superpuissances en Europe ; c'est complexe, mais si nous sommes armés du point de vue marxiste, du point de vue du prolétariat révolutionnaire notre soutien et aide ira à ces paysans.

Nous soutenons un effort de défense nationale de l'armée bourgeoise française contre les pressions militaires des superpuissances ; nous ne le soutenons pas contre le peuple. Bien au contraire, nous sommes convaincus qu'en définitive c'est notre peuple qui décidera de l'histoire à venir de notre pays, comme il en a toujours décidé, et non pas les classes dominantes qui ont combattu la révolution chaque fois qu'elle naissait à l'horizon, et dont on a vu en 1871 et 1940, comment, en fin de compte, la bourgeoisie a trahi... Mais revenons au Larzac précisément, et à la lutte qui s'est engagée dès la fin 1970 à l'annonce de l'extension du camp.

LES RAPPORTS ENTRE LES PAYSANS ET L'ARMÉE

Comme en ont témoigné les paysans du plateau que nous avons rencontrés, actuellement, la coupure est quasi totale entre eux et l'armée.

Pourtant, comme les anciens le reconnaissent, cela n'a pas toujours été ainsi.

Au contraire, au début du siècle et entre les deux guerres, des liens étroits existaient entre la paysannerie du plateau et le camp. «Chacun chez soi, mais il y avait un certain respect mutuel».

Seulement, ces vingt dernières années, les choses ont changé, quand l'armée a commencé à tirer dans les champs des paysans, à envahir les villages pour les manœuvres, parfois en pleine nuit, rentrant dans les maisons, faisant fuir les troupeaux et pire encore, passant avec les blindés sur des cultures céréalières prêtes à moissonner, ou sur le parcours déracinant l'herbe pour les moutons.

L'armée a donc récolté ce qu'elle avait semé : le mécontentement populaire et l'esprit d'opposition à cette «armée-là» qu'ils ne voyaient plus, avec raison, comme leur armée, mais comme l'armée des classes dominantes.

Il est clair que si les paysans avaient eu une autre idée de l'armée, leurs réactions à l'extension, du moins pour certains, auraient été différentes ; pas favorables, mais peut-être fatalistes, comme les organisations syndicales officielles s'étaient appliquées à en développer l'esprit.

Or, c'est le contraire de l'esprit «fataliste» qui s'est développé, mais l'esprit de résistance pour la sauvegarde des terres qu'ils travaillaient.

Le 21 janvier 1971, l'«Association pour la sauvegarde du Larzac et de son environnement» se constitue, son but est de «mettre en œuvre tous les moyens et mesures propres à assurer la protection des intérêts tant collectifs qu'individuels susceptibles d'être atteints par l'exécution des plans d'aménagements et d'expropriations».

Le 9 mai 1971, le PSU et un mouvement pacifiste organisent une marche en direction de la Cavalerie, village où est le camp actuel. C'est la première tentative de détournement politique de la lutte pour la terre sur un objectif «antimilitariste» ; elle fera long feu et n'aura pas le soutien d'un seul paysan.

LES DÉBUTS DE LA LUTTE

Le 23 septembre 1971, ce sera la première action directe de la masse des paysans du plateau. Elle aura lieu contre le maire de la Cavalerie, intendant du camp, et



connu pour ses trafics de matériels non-militaires appartenant à l'armée ; ses positions favorables à l'extension ont une origine bien nette ; les paysans arrêteront les camions de son trafic et déverseront pierres et fumier devant sa maison à titre d'avertissement.

Le 6 novembre aura lieu à Millau — à 20 km du plateau dans la vallée du Tarn — une manifestation importante rassemblant plus de 6 000 paysans et autres travailleurs.

Le lendemain, le clergé du département, qui bénéficie encore d'une relative audience, prend position contre l'extension du camp. Le maire et député UDR de Millau est bien sûr favorable, et fait croire à la population de cette ville, au chômage grandissant, que l'extension apportera du travail ; 2 000 emplois sont promis.

Une commission préfectorale est mise sur pied pour la «concertation». La proposition est on ne peut plus claire : étendre le camp plus au Sud pour épargner les grosses exploitations plus concentrées au Nord. C'est la rupture.

En février 1972, à la suite d'une conférence de presse de Debré sur le camp, la télévision présente une image du plateau fait de désolation et de ruines, peuplé de quelques vieillards.

Les paysans organiseront l'opération «fermes ouvertes» pour démontrer le contraire ; ce sera un succès.

Le 1er mars, un adepte de la non-violence, Lanza Del Vasto, fait une conférence de presse et décide de s'installer sur le plateau. Il aura une certaine influence sur la conduite de la lutte.

Le 8 avril 1972, les paysans se solidarisent avec les ouvriers de l'usine de Millau, la Samex, en grève pour l'amélioration de leurs conditions de travail. Ils organiseront le soutien alimentaire et contribueront pour une bonne partie au succès de la grève dont le patron avait tenté l'étouffement par le refus de négocier.

Nous poursuivrons demain le récit de la lutte.



Millau : la place du Mandarous lors de la manifestation du 6 novembre 1971.